

le Trait d'Union



Bulletin bimestriel de l'Union Nationale France - Russie - CEI - peuples russophones

Le a i c e b i a e a b i i d e e a e e e e e a e f e i i d e UNFR-CEI-PR

SOMMAIRE novembre - décembre 2018

PAGES 1 et 2 : **Georgie 2**, Marc Druesne

PAGES 3 À 5 : **À propos d'un reportage de France 2 sur le Baïkal**, Philippe Guichardaz

PAGES 5 à 12 **Histoire de la Géorgie - deuxième partie**, Vladimir Khvédélidzé

GEORGIE 2

J'écrivais, résolu à vous parler de ce qui nous occupe en commun, quand me parvinrent par bribes, des nouvelles radiophoniques *d M de O h d e e c i e*. Je prêtais alors plus grande attention au propos qui s'achevait pour comprendre, telle était sa conclusion, que « l'Église d'Ukraine se séparait du Patriarcat de Moscou ». Nul besoin d'une plus ample réflexion si telle était la réalité, pour penser que la rupture serait grave, douloureuse, historique et qu'elle ajouterait dangereusement aux tensions existantes. Alors que je supputais

de possibles pressions politiques, d'autres sources signalaient - vous référer au site " stop russophobie" vous offrirait en cette circonstance un point de vue éclairant, susceptible d'alimenter si besoin la discussion - que la grande majorité des orthodoxes ukrainiens se réclamait toujours du patriarcat de Moscou et que donc l'initiative scissionniste émanant de deux églises minoritaires, enclencherait ainsi un processus à haut risque conflictuel tel que je le redoutais. Faut-il y voir l'influence manœuvrière du pouvoir kiévien qui créerait les conditions d'oppositions exacerbées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Ukraine bien au-delà des seules raisons religieuses ? La tragédie sanglante dans un lycée de Crimée venait décidément accroître le tourment de qui se tournait vers ces confins toujours en quête d'apaisement. Car je ne voulais pas inquiéter mais aurais paru d'une coupable indifférence de ne pas faire écho à ce qui affecte les pays, les populations que nous fréquentons, connaissons, aimons. Je voulais plutôt vous faire part initialement de ce qui réunit, et recèle peut-être quelques raisons d'optimisme. S'organise à Paris les 25 et 26 Octobre 2018 le

Forum des liens des sociétés civiles française et russe. Ample et diverse matière qui nous concerne et nous intéresse au premier chef.

Invité, j'y serai notamment, mais pas exclusivement, pour rappeler et commenter notre projet d'OFRJ, lors d'une table ronde spécialement dédiée aux relations entre nos jeunes. Il nous semble que l'idée persévérante fut doublement féconde : son insistance et ce qu'elle portait, finit par légitimer la problématique désormais posée et proposée à la discussion ; le moyen, l'outil qui prêtait à l'idée son utile finalité, lui-même reconnu comme pertinent, est nommé, même si souvent son financement est présenté, hors toute volonté politique, comme obstacle irrémédiable. Car, nous l'avons toujours affirmé, si la volonté politique partagée prédomine, alors solution consécutive sera trouvée et procédera bien dès lors d'une délibération du plus haut niveau. .

Autre préoccupation corrélée :

Nous n'avons cessé d'alerter sur le déclin de l'enseignement de nos langues et encourager toute initiative locale qui le promouvrait. Les actions associatives, dont les éminentes Journées du Livre Russe, d'autres aussi provinciales, jouent leur rôle, mais assurément ne peuvent suppléer les carences étatiques. La réforme prévue ne devrait pas favoriser les choix de la langue russe ni ses progrès donc, alors qu'elle reste vecteur avéré des influences réciproques et coopérations. J'ai signalé dans une « brève » récente que la Présidente du Groupe d'Amitié France-Russie de l'Assemblée avait fait inscrire notre projet d'OFRJ à l'ordre du jour de la Grande Commission Franco-Russe. Démarche positive déjà et dont nous la remercions, si d'évidence, nous ne pouvons préjuger du résultat.

Quant à nous désormais, vous, l'Union ?

J'en avais appelé à votre contribution, associations, pour alimenter la rubrique de la *ie a cia i e* dans le TdU... un témoignage, un récit, des éléments d'une programmation ! Rien. Sinon l'article de Philippe Guichardaz qui répond au reportage sur le Baïkal diffusé par F2 : démonstration faite et utile donc, de la manière d'instiller la désinformation et la partialité dans un exposé, image à l'appui, d'apparence objectif. Lisez bien la conclusion qui disqualifie l'autorité fédérale prétendument indifférente à ce qui concerne non seulement les autochtones, mais aussi la Russie et au-delà la planète entière. Quels moyens techniques et financiers déployer, là réside le débat nécessaire, conclu dans les prochains jours.

Le Forum ?

À ce jour je ne peux que réitérer mon appel à candidature pour explorer et organiser, le C.A. tout prêt à prodiguer son aide, ses soutien et conseils. De la Mairie de Vitry je n'ai pas reçu d'avis. Je ne puis taire ma déception, celle qui use les mots comme le temps, la vie.

« **Géorgie 2** » ai-je titré. Pour annoncer la troisième partie à paraître ultérieurement et rejoindre ainsi le temps présent. Merci à l'auteur géorgien et à Valentine Grosjean sa traductrice du russe vers le français, exercice plus incertain qui tient au sujet complexe et peu traité par l'historiographie courante. Il me plut et me surprit de retrouver opportunément dans mes lectures russes, la trace d'influences géorgiennes, chez Griboïedov et Pouchkine, tous deux intéressés par les chansons populaires. Je vous laisse, pour clore, fruit d'un emprunt esthétique, juger de cette métrique originale du poème *e* de Griboïedov :

*S ce e e e i e e i e e
O a e.
O -i ce
Ch a ie , ch de e e i e ?
N , je i ai
De a ie aie*

*La ie i b e, b i e e i b e :
L -ba je e ?
L -ba je e
V e e i e e ffe i b e .*

Marc Druesne

PS. La ice a G gie e ci e i e e abi i de a e .

directeur de la publication : Marc DRUESNE
121, route des châtaigniers
74350 ALLONZIER LA CAILLE
siège social : Union Nationale France-Russie-CEI-Peuples russophones
Centre Culturel de Vitry
36, rue Audigeois 94400 Vitry-sur-Seine
adresse courriel : unionfrceipr@orange.fr
rédacteur en chef : Marc Druesne
marc.druesne@orange.fr
comité de rédaction : Michel Faitot
Dimitri de Kochko,
Christiane Montastier
Marcelle Sage-Pranchère
secrétaire de rédaction-maquette : Philippe Guichardaz
N°CPAFAP 0105 G 79 555 - N° ISSN 1267-2408

À propos d'un reportage de France 2 sur le lac Baïkal

Le 25 septembre dernier, à la fin du journal
télévisé de 20 heures, France 2 a diffusé un
reportage d'un peu plus de quatre minutes sur
le Baïkal, sous le titre : *Lac Baïkal - a
e de de Sib ie e ac e*

Après avoir indiqué que le Baïkal est « e
a cie e e f d ac d de, 'i
c ie i e 20% de e e d'ea
d ce de a a e, 'ici i e de e ce
' e e e a ai e , c
h e , ie a , [que le lac est]
i e i ab e i c i a a i i e dia
de 'h a i », l'auteur du reportage ajoute :

« ai e i ». a i de ce e
affi ai , de ag e a a c ,
da e e age e da a e ai i
e e fai e e i e de F a ce 2.

Le premier met en cause les carences dans le
traitement des déchets dans un contexte de
développement important du tourisme

« L' igi e de ce e i : e ea e
de i age i e ce e de ' e de.
Li ia a e 2009, i ' a ai e h i h e ,
i e a a e-ig de a j d'h i.
L' i e ai d' ai e ffi plus à
la tâche. Tout ou presque finit dans le lac.

Sur les rives, la pollution se développe énormément avec le tourisme massif. Il n'existe dans la région aucun système de tri des ordures ménagères, aucun centre de traitement performant ».

Images prises par des plongeurs à l'appui, le reportage montre « *sur des hectares entiers le long des côtes, ces algues filamenteuses, comme une mousse gluante, des spirogyres. Leur présence massive, selon les chercheurs de l'Institut de limnologie d'Irkoutsk indique un niveau de pollution élevé.* »

Le second argument met en cause une usine ayant été pendant longtemps « *la principale source de pollution du lac* », « *une gigantesque usine de pâte à papier, un monstre datant de l'époque soviétique (...) En un demi siècle elle a rejeté dans les eaux claires du lac des millions de m³ de sulfate, de phénol, de chlore* ». Après l'évocation cauchemardesque par un pêcheur de la « *mousse jaunâtre, des cadavres de phoques, toutes sortes de saletés qui flottaient en plein milieu du Baïkal* », le reportage mentionne que l'usine a été fermée en 2013, mais que « *e site n'a toujours pas été dépollué* ». Un scientifique, « *qui étudie depuis des années les effets de ses rejets sur la faune et la flore* », prévient qu'existe le risque « *qu'un glissement de terrains ne précipite dans le lac les déchets toxiques entreposés dans [ces] bassins de rétention à flanc de colline.* »

Le reportage conclut : « *On dit du lac Baïkal qu'il est la perle de la Sibérie, mais son éclat est de plus en plus terne.* » et ajoute une appréciation sur la politique environnementale du gouvernement : « *Les autorités russes ne semblent toujours pas avoir pris la mesure des dangers qui le menacent.* » Voici donc la Russie montrée du doigt pour atteinte à l'intégrité d'un trésor majeur du patrimoine de l'humanité. Est-ce à juste titre ? Examinons les éléments essentiels de la démonstration.

Le Baïkal envahi par les spirogyres ?

L'invasion est bien réelle « *sur des hectares entiers* ». Mais, les vastes espaces que suggère l'expression « *hectares entiers* » ne constituent, en fait, qu'une minuscule partie des 3 150 000 hectares de la superficie du Baïkal. Il y a bien prolifération de spirogyres – et le phénomène est révélateur d'une pollution, liée effectivement à l'essor touristique. Mais, l'étendue de cette prolifération, faute d'être rapportée à celle du lac, ne peut être appréciée exactement par le téléspectateur,

Des équipements insuffisants, des autorités qui n'ont pas pris la mesure des dangers menaçant le Baïkal ?

La progression du tourisme est forte. Elle est spectaculaire à Listvianka, point de départ des balades sur le lac. Notons toutefois que la progression annoncée, impressionnante, de 8 à 82 hôtels en 9 ans, n'est atteinte qu'au prix d'une petite acrobatie comptabilisant comme hôtels les nombreuses chambres d'hôtes...

Il est vrai que la question de l'insuffisance des équipements est aigüe. Elle a été au cœur du Deuxième forum écologique international du Baïkal consacré à l'eau, qui s'est tenu à Irkoutsk les 20 et 21 septembre. Les débats ont porté aussi sur le type d'installation le plus apte à répondre aux normes très strictes imposées par la réglementation sur la protection du lac. (Rappelons, à ce sujet ; que la visite des stations d'épuration de Lausanne et de Saint-Jean d'Aulps était, avec la question de la création d'un géoparc du Baïkal, au programme de la délégation de l'Oblast d'Irkoutsk venue en Haute-Savoie à l'invitation d'Eurcasia en mai dernier). La décision, en tout état de cause, interviendra avant la fin du mois d'octobre. Affirmer que « *Les autorités russes ne semblent toujours pas avoir pris la mesure des*

dangers qui le (Baïkal] menacent. » est donc inexact.

La pollution par l'usine de pâte à papier ?

Pendant cinquante ans, l'usine de Baïkalsk (à l'extrémité sud du lac) a effectivement pollué le Baïkal, même si les effluents n'ont jamais été rejetés directement dans le lac – un important dispositif de bassins de décantation ayant été mis en place. Les scientifiques de l'Institut de limnologie ont estimé la superficie de la zone polluée à 17 000 hectares. L'importance de la zone affectée peut donc paraître considérable. Mais pour l'apprécier justement, il faut, là encore, la rapporter aux 3 170 000 hectares de la superficie du Baïkal.

Quant à la question du risque de glissement de terrain qui précipiterait les éléments toxiques entreposés dans les bassins de décantation, elle a fait l'objet de débats auxquels ont participé, aux côtés de responsables politiques et de

chefs d'entreprises, des représentants de la population de la Baïkalsk. Là aussi, le choix de la méthode de dépollution du site sera arrêté – et les travaux, entrepris - dans les semaines qui viennent.

La photographie de la « b e g a e » des spirogyres, les mots tels que « de hec a e e i e », « e j a e », « cada e de h e i f a i e e e i i e d Ba a », sont efficaces et le reportage de France 2 donne l'image d'un Baïkal gravement pollué dans l'indifférence des autorités. Il est probable que l'émission a sérieusement inquiété, ému, voire indigné plus d'un téléspectateur. Il est, qu'elle n'en ait - sérieusement, aucun.

Allinges, le 3 octobre 2018

Philippe Guichardaz
Président d'honneur d'Eurcasia
auteur de *Ba a Me ac e*
et du *Pe i dic i ai e i d Ba a*

article publié par www.stoprussophobia.fr

*A e de ai d e age, a e ai e g e Mi i e de c gie de Oba d I
a e i de ai d ai de ea e, de d che de a cie e i e de
ce e de Ba a e d ai e e de d che age .
De a e, e e e 15 c b e, i e e :
- a de i ai de ai d ai ac e e e e e ice a f a de
c ci de e e ai . Le e i e a a e a e d ffe ie d e
d ig e.
- Le c a a a e ce a a i ida i de d che de i e de ce e e e
c d aj e .
- E ce ic ce e e i, e ec cage e e ai e e de d che age e i d ie ide de
a gi de a i e d I , de a a dec ce i e d e e e c .*

Géorgie deuxième partie



N...e, da...ce, a de i e a ie de
 'hi i e de a G...gie a Vadi i Kh d id, d ce
 e Hi i e, e-d...d Pa e e g gie, fe e
 d'hi i e e de d i i e ai a 'U i e i d' a de
 G...gie, ig e Fa ce e 2003. La i de -
 i i e ea bie da e chai e i ai d
 Tai d'U i .

La suppression du gouvernement géorgien et l'installation d'un régime militaire russe d'occupation toucha toutes les couches de la société géorgienne qui se trouvèrent dans une situation difficile. C'est pourquoi, au 19^e siècle, toute la société s'appliqua à restituer l'état géorgien : la maison royale des Bagrations, les princes, les chevaliers, les aznaouri (les nobles), le clergé et les paysans. Ils désiraient tous l'indépendance de Sakartvelo. Mais cette indépendance ne sera réalisée que 217 ans plus tard.

Le 26 mai 1918 le Soviet National restitue l'indépendance nationale de la Géorgie. Le Soviet National fut créé à l'initiative du parti social-démocrate de Géorgie. L'acte d'indépendance veut dire : construire une république démocratique. Le Soviet National a le pouvoir législatif ; suite au président Noé Jordania, est élu Karlo

Tchkhéidzé, dit Nikoloz. Le même jour, le 26 mai 1918, le Soviet National confirme l'existence du gouvernement de la République Démocratique de Géorgie dirigée par **Noé Ramichvili**. En juin 1918, des changements se produisent : le nouveau président est Noé Jordania et, à la place du ministre des affaires extérieures Akaki Tchenkheli, on nomme Evgueni Guéguétchkori ; les différents ministères sont les suivants : justice et affaires étrangères, ministère des affaires intérieures, de la guerre et de l'éducation, ministère du travail et de l'agriculture, ministère des finances, du commerce et de l'industrie.

Le 26 mai j f i e G gie.

Après la fin de la guerre s'ouvre, en janvier 1919, la Conférence mondiale de Paix de Paris (Versailles). Le gouvernement de Géorgie y envoie une délégation. En mars 1919, la délégation de Géorgie présente un mémorandum bien argumenté afin que le pays

puisse devenir sujet de droit international. La Géorgie, à ce moment là, intéressait les pays européens car c'était un corridor géographique et un espace de transit entre l'Europe et l'Asie. Sur le plan international, en 1920, la Géorgie fut satisfaite de recevoir la délégation (II^e Internationale) des Socialistes de l'Europe de l'ouest dont Karl Kautsky, James Ramsay MacDonald ; la visite des Socialistes européens fut, alors, un fait marquant dans l'histoire politique de la Géorgie.

Lors de la conférence de Paix de Paris, la délégation géorgienne se trouve en difficulté pour faire admettre son indépendance par la communauté internationale. Il faut noter que la visite des Socialistes européens constituait un soutien politique à la Géorgie et ces derniers firent connaître à leurs pays respectifs l'histoire, la culture et les traditions de la Géorgie y compris les structures politiques et sociales économiques d'alors. Plus tard, ils continuèrent à coopérer avec les gouvernements et parlements d'Angleterre, de France, de Belgique, afin que ces derniers reconnaissent l'indépendance de la Géorgie.

Sur le plan international, la reconnaissance de fait (de facto) et juridique (de jure) de la République Démocratique de Géorgie fut un problème et cela se passa dans des conditions difficiles. Il faut noter que l'un des premiers pays qui reconnut en 1918 l'indépendance de facto de la Géorgie fut la Turquie ; la reconnaissance de facto par l'Allemagne compta aussi beaucoup : en mai 1918, à Poti, les représentants de l'Allemagne et de la Géorgie signèrent un accord sur les plans militaire, politique et économique.

En ce qui concerne l'indépendance de la Géorgie, l'Angleterre fit savoir que si la Géorgie avait des rapports ennemis avec la Russie, elle

ne reconnaîtrait pas l'indépendance. En mai 1920, un accord est signé entre l'Union Soviétique et la République Démocratique de Géorgie. Dans cet accord la Russie reconnaît de facto l'indépendance de la Géorgie et le fait que c'est un sujet de droit international. Elle renonce à tous ses droits sur la Géorgie. La Russie promet de ne pas s'ingérer dans la politique intérieure ou extérieure de la Géorgie. Après la signature de cet accord les relations diplomatiques furent instaurées avec nomination d'ambassadeurs.

Le 12 janvier 1920, l'indépendance de la Géorgie est reconnue de facto. Ce fut un succès sur le plan international. L'indépendance de facto fut reconnue par : la Turquie, l'Argentine, l'Italie, la France, la Grande Bretagne, le Japon, la Belgique, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne. La reconnaissance de l'indépendance de jure fut d'abord proposée par la France en décembre 1920. L'Angleterre et l'Italie demandèrent l'ajournement et les États-Unis d'Amérique refusèrent pratiquement d'étudier la question. En janvier 1921, la France de nouveau posa la question et, malgré les avis contradictoires et les résistances, la reconnaissance de l'indépendance de jure de la Géorgie fut étudiée le 27 janvier 1921 lors de la session des chefs de gouvernement de l'Entente. **Le 26 janvier 1921**, il y a reconnaissance sur le plan international de l'indépendance de jure de la Géorgie. La confirmation officielle est confiée le 27 janvier 1921 au ministre des Affaires Étrangères géorgien à Paris, Evgueni Gueguetchkori et envoyée au gouvernement géorgien. L'Angleterre, la France, l'Italie, l'Allemagne, la Russie, la Turquie, le Mexique, entre autres, reconnaissent la Géorgie de jure. Entre 1918-1921, l'indépendance de la Géorgie de facto et de jure fut acceptée par de nombreux États du monde.

L'entrée de la République Démocratique de Géorgie dans la Société des Nations aurait été un fait important. En 1919 les participants à la Conférence mondiale de Paris signent un accord définitif concernant la Société des Nations et son statut. La république de Géorgie s'adresse immédiatement à la Société des Nations et demande à y entrer ; mais la demande n'est étudiée que le 16 décembre 1920. Au tirage au sort participent 24 états. La Géorgie devait rassembler 16 voix. Seulement 10 pays votent

pour la Géorgie. À cause, surtout, de l'opposition de l'Angleterre, la Géorgie n'est pas acceptée dans la Société des Nations ; ce fut une déception énorme quant à la politique extérieure du pays. La Géorgie connut une autre déception : elle voulait un allié sur le plan militaro-politique ; les pays importants ne voulurent pas soutenir la Géorgie. En fait, entre 1918 et 1921, la diplomatie géorgienne obtint la reconnaissance de la Géorgie sur le plan international mais ne put acquérir un allié militaro-politique.



Carte officielle de la Géorgie avalisée en 1919 par la Société des Nations

En mai 1920, la 11^e Armée rouge passe les frontières de la Géorgie et avance en direction de Tbilissi. Cette agression ne dégénéra pas en guerre entre la Russie et la Géorgie, car, à ce moment là, les pourparlers russo-géorgiens se terminaient et **le 7 mai 1920 un accord était conclu entre les 2 pays. L'Union Soviétique**

avait accepté l'indépendance de la Géorgie et envahir ce pays n'était plus à l'ordre du jour. Mais il est clair que la Russie Soviétique n'avait pas renoncé à envahir le pays ; après avoir envahi l'Azerbaïdjan la 11^e Armée rouge annexait, en novembre 1920, l'Arménie. Donc la Géorgie était menacée .

La Russie Soviétique préparait la guerre contre la république de Géorgie. En janvier 1920, le plan d'attaque était prêt. La 11^e Armée rouge devait entrer sur le territoire de la Géorgie pour soi disant aider les insurgés ; le soulèvement devait se passer dans les villages où vivaient des Russes.

Durant la nuit du 11 février 1921, dans les villages russes du district de Bortchalinski, un « soulèvement » se produisit que la propagande soviétique baptisa « soulèvement des travailleurs géorgiens ». En fait, c'était une agression de la 11^e Armée rouge contre la Géorgie indépendante. Les opérations militaires entre la Géorgie et la Russie commencèrent le 12 février et, dès le premier jour, dans le district de Lori, l'Armée rouge gagna contre l'armée géorgienne. Le gouvernement géorgien envoya des renforts dans cette zone.

Joseph Staline avait ordonné en secret à Sergo Ordjonikidzé d'occuper rapidement Tbilissi. Moscou essayait encore de voiler son agression contre un pays indépendant ; c'est pourquoi il avait été décidé que les travailleurs insurgés de Géorgie demanderaient l'aide de Moscou. Cette demande fut envoyée à Moscou le 16 février 1921 à l'initiative du « Comité révolutionnaire de Géorgie » créé à Choulaveri par le Bolchévique Sergo Ordjonikidzé, alors que la 11^e Armée rouge était arrivée en Géorgie le 12 février et que les luttes étaient déjà engagées. Tout d'abord les Russes eurent l'avantage. Mais, le 19 février, aux environs de Tbilissi, l'armée géorgienne et la Garde Nationale gagnèrent et l'Armée rouge dut reculer. Du côté des Russes il y eu environ 1000 prisonniers. Le 20 février, la 11^e Armée

rouge fut vaincue dans le district de Kodjori et laissa sur le terrain canons et fusils.

La 9^e Armée de la Russie soviétique s'introduisit en Abkhazie par le district de Sotchi, la 11^e Armée rouge par l'Arménie et l'Azerbaïdjan déjà occupés et, parallèlement, on essaya d'entrer du côté de Batumi, suite à une entente entre Kemal Atatürk et Lénine. Deux brigades de l'Armée rouge progressaient vers Koutaïssi venant du Caucase du Nord par le col de Mamisson et le défilé de Rion. D'autres troupes essayaient d'atteindre Tbilissi par le défilé de Darial. Donc, il était difficile de défendre la capitale.

Durant la nuit du 20 au 21 février, les Russes attaquent par deux fois les Géorgiens dans le district de Kodjori ; les Géorgiens se défendent et contre-attaquent. Mais les espoirs sont minimes ; personne ne soutenait la Géorgie qui était seule face à la Russie. Le 24 février 1921, durant la nuit, les troupes géorgiennes reculent du côté de Mskheta. Le 25 février, l'Armée rouge entre à Tbilissi. Étant donné la situation, ce n'était plus la peine de verser le sang des belligérants aussi bien du côté de Koutaïssi que du côté du mont Souram. Le gouvernement géorgien se déplace à Batumi. Le gouvernement de la République Démocratique de Géorgie et l'Assemblée Constituante jouèrent leur rôle jusqu'au bout et ne voulurent pas capituler. Le 17 mars 1921, suite à la décision de l'Assemblée Constituante, les membres du gouvernement de la République Démocratique de Géorgie quittent Batumi et émigrent en France où ils vivront au château de Leuille sur Orge, leur lieu d'exil.



Le château de Louville, siège du gouvernement de la République démocratique de Géorgie en exil

(Le gouvernement démocratique de la République de Géorgie ayant émigré en France le 17 mars 1921, le Président Poincaré lui accorda le territoire du château de Leuville sur Orge, non loin de Paris. Là, furent enterrés le premier ministre de la République Démocratique de Géorgie Noé Jordania et le ministre des affaires intérieures Noé Ramichvili.)

Suite à l'intervention de la Russie soviétique en février-mars 1921, le gouvernement de la République Démocratique de Géorgie fut renversé et un régime d'occupation de la Russie fut instauré.

Au printemps 1989, les séparatistes d'Abkhazie créèrent une situation délicate en Géorgie. Après un grand rassemblement populaire dans le village de Likhni, ils décident de sortir de la Géorgie et de s'unir à la Russie. Le peuple géorgien éprouva de la colère suite à cette décision.

À partir du 4 avril 1989, des meetings de protestation devant le bâtiment gouvernemental deviennent un fait permanent : les participants aux meetings demandaient la suppression de l'autonomie de

l'Abkhazie ; différents partis et organismes demandaient également cette suppression ; mais cette demande passa au second plan dans la mesure où ces séparatistes se mirent à réclamer l'indépendance de la Géorgie elle-même. Un groupe de jeunes rassemblés devant le bâtiment gouvernemental annonça une grève de la faim. Cet état de fait était dangereux pour l'Union Soviétique qui décida de prendre des mesures pour éradiquer le mouvement populaire.

Le 8 avril 1989, la Direction du Parti communiste géorgien soutint la décision de l'Union Soviétique et organisa la lutte contre les manifestants. On amena vers le bâtiment gouvernemental des militaires du District Militaire de Transcaucasie et on parachuta de Moscou par avion un détachement spécial de militaires de l'Union Soviétique. Ces militaires étaient tous sous le commandement du général

Igor Rodionov, chef du District militaire de Transcaucasie. À l'aube du 9 avril 1989, les manifestants, très nombreux, furent encerclés ; il y avait parmi eux des femmes, des enfants, des jeunes affaiblis par la grève de la faim. Les militaires devaient disperser la foule et ne pas tirer ; ils le firent avec des pelles de sapeur, des bâtons et du gaz. Il y eut 19 tués dont 16 femmes. Des centaines de personnes furent gazées. L'Allemagne, la Suède et la Finlande soignèrent des gazés dans leurs hôpitaux. Le couvre-feu fut instauré à Tbilissi (*L'a e de 'a i c e a i e a a i f e a i .*).

La colère du peuple géorgien était d'autant plus grande que les moyens d'information de Moscou (presse, radio, télé) faisaient une propagande calomnieuse et, de plus, les soldats russes, conquérants, se promenaient dans les rues de Tbilissi. Le 10 avril, ils encerclèrent l'Université d'État de Tbilissi, où se trouvait une grande partie des forces patriotiques et nationalistes ; grâce à l'action raisonnée des professeurs, du groupe pédagogique et des étudiants il n'y eut pas de provocation et le sang ne coula pas.

Les tragiques événements du 9 avril furent connus à l'étranger et changèrent radicalement la vie politique du pays. La société géorgienne se radicalisa et le Parti communiste géorgien perdit définitivement son autorité.

Le 9 a i e j f i e G g i e.

Le 9 mars 1990, le Soviet Suprême de Géorgie prit un arrêté : « Garanties pour la protection de la souveraineté de l'État » :

« Le Soviet Suprême de la République Socialiste Soviétique de Géorgie atteste que l'introduction en Géorgie de troupes soviétiques et leur entrée sur le territoire géorgien en février 1921, constitue, en regard du droit, une

ingérence militaire et une occupation du territoire avec pour but de renverser la structure politique existante ; du point de vue politique c'est, en fait, une annexion. Il condamne l'occupation de la Géorgie et, en fait, son annexion par la Russie soviétique, en précisant que, sur le plan du droit international c'est un acte criminel."

Ainsi, suite à l'agression de 1921, le Soviet Suprême de Géorgie perdit son pouvoir.

Les événements précédents servirent de base à des mesures légales, nouvelles et constructives : des élections avec plusieurs partis représentés. En mars 1990, les forces nationales alliées à la « Table Ronde » obtiennent une loi tant demandée, gérant les élections : en Géorgie les élections devront être ouvertes à tous, démocratiques et avec plusieurs partis représentés.

Lors des élections du 28 octobre 1990 pour le Soviet Suprême de Géorgie, le peuple géorgien et toute la population votèrent pour le bloc "Table Ronde-Géorgie Libre". Pour la première fois un gouvernement légal fut élu et de manière démocratique.

Le 14 novembre 1990, dans le Palais des Congrès, le Soviet Suprême de Géorgie se réunit pour une première séance de travail.

Suite au vote à bulletin secret, Zviad Gamsakhourdia est élu président du Soviet Suprême. Lors de la première session une loi est promulguée "concernant l'existence d'une période de transition dans la République de Géorgie". D'autres lois suivent : changement du nom de la République, changement du blason, du drapeau et de l'hymne de la République de Géorgie.

L'organe législatif travaille pour changer les structures instaurées durant la période soviétique. On crée une commission

qui prépare le projet d'une nouvelle constitution. En décembre 1990, suite aux mesures prises par le Soviet Suprême (futur Conseil Supérieur), les organes du gouvernement soviétique et le Soviet perdent leur pouvoir et, en novembre 1991, on liquide le système des Soviets locaux et on procède à des votes pour élire les responsables des organismes locaux appelés : sakrebulo (= mairie).

Le 31 mars 1991, on organisa un référendum ; chaque citoyen de Géorgie devait répondre à la question : " Êtes vous d'accord pour restaurer l'indépendance nationale de la Géorgie ».

La plus grande partie de la population qui avait le droit de vote - 89,9% - répondit positivement. .

Le 9 avril 1991, à 12h30, acte est pris de la restauration de l'indépendance nationale de la Géorgie.

L'Acte d'Indépendance fut officiellement promulgué le 26 mai 1991.

Le 26 mai j f i e G g i e.

Traduit du russe par Valentine Grosjean

Gueorgui KHAÏNDRAVA, photographe et cinéaste, était un voisin de l'auteur de l'article, Vladimir Khvédélidzé. Il a filmé des scènes du 9 avril. Des extraits de son film ont été repris dans les 4 petits films dont les liens figurent ci-dessous : <https://youtu.be/YmMif3zQIrg>
<https://youtu.be/drr1xeFCe5Y>
https://youtu.be/LToXslwZ_P8
<https://youtu.be/drr1xeFCe5Y>



Chapelle Katskhi à Ratché. Ce monolithe de 40m. de hauteur recèle les ruines d'un ermitage du haut moyen-âge et une inscription en géorgien datant du 13^e siècle. Restauré et rendu au culte, il est devenu, dans les années 1990, un symbole de la nation géorgienne.